

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 1667

[C — 2004/29133]

31 MARS 2004. — Décret relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française.
- 2° Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française ayant l'Audiovisuel dans ses attributions.
- 3° Entreprise de presse : une société dont le siège social et le siège d'exploitation principal sont établis en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et qui a notamment pour objet l'édition d'un ou de plusieurs titres de presse quotidienne, diffusés à titre payant.
- 4° Titre de presse quotidienne et groupes de titres : journal édité en langue française, imprimé et publié sur un support en papier à l'aide d'une rotative, avec au moins 200 éditions par an diffusées à titre payant et comportant un minimum de seize pages rédactionnelles consacrées à des informations, des analyses et des commentaires sur des matières politiques, économiques, sociales, sportives, scientifiques et culturelles à caractère national, international, communautaire ou régional.
- 5° Groupement d'entreprise de presse : Société ou association regroupant des entreprises de presse telles que définies au 3°.
- 6° Journaliste professionnel : personne qui bénéficie du titre de journaliste professionnel au sens de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel ou personne travaillant dans des conditions qui permettent de bénéficier de ce titre à l'avenir.
- 7° Société de journalistes : Association interne à l'Entreprise de presse qui comprend au moins 2/3 des journalistes professionnels salariés attachés au journal. Cette association doit garantir le principe de responsabilité de ses représentants devant son Assemblée générale et adopter un règlement d'ordre intérieur relatif à l'information conforme à la déontologie de l'AGJPB.
- 8° Ressources nettes des titres ou groupes de titres de presse quotidienne provenant de la Publicité : montant total des recettes brutes facturées, commissions et surcommissions déduites, par la régie publicitaire, ou à défaut de régie, par l'Entreprise de presse, pour l'insertion de messages à titre de publicité commerciale nationale et régionale, de publicité financière et d'annonces classées, hors échanges.
- 9° Diffusion payante : nombre d'exemplaires vendus, par voie d'abonnements ou au numéro, et authentifiés par le CIM.
- 10° Produit net de la diffusion payante : chiffre d'affaires des abonnements et de la vente au numéro déduction faite des commissions d'intermédiaires.
- 11° ABEJ : association sans but lucratif dénommée « Association belge des éditeurs de journaux ».
- 12° JFB : société coopérative à responsabilité limitée dénommée « Les journaux francophones belges » qui regroupe l'ensemble des entreprises de presse quotidienne payante francophone et germanophone et qui a notamment pour activité le développement de programmes originaux d'incitation à la lecture du journal, de formation du lecteur à la citoyenneté et d'éducation aux médias.
- 13° AGJPB : union professionnelle dénommée « Association générale des journalistes professionnels de Belgique ».
- 14° AJP : union professionnelle dénommée « association des journalistes professionnels » qui constitue l'aile francophone et germanophone de l'AGJPB.
- 15° C.I.M. : Centre d'Information sur les Médias.
- 16° CEM : le Conseil de l'Éducation aux Médias, institué par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création d'un Conseil de l'Éducation aux Médias et assurant la reconnaissance de centres de ressources en matière d'éducation aux médias.
- 17° Commission d'Agréation : la section d'expression française de la Commission d'agréation de première instance instituée par l'article 2 de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel. L'organisation et le fonctionnement de cette commission sont réglés par l'arrêté royal du 16 octobre 1991.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives au financement des aides à la presse écrite quotidienne francophone*

Art. 2. § 1^{er}. Le Centre de l'aide à la presse écrite de la Communauté française est un service de l'État à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, appelé ci-après « le Centre ».

Ce service est placé sous l'autorité directe du ministre.

§ 2. Le Centre est chargé de l'octroi des aides à la presse écrite quotidienne francophone, conformément aux modalités déterminées par le présent décret.

Art. 3. Le Gouvernement met à la disposition du Centre le personnel du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias affecté à la gestion de l'octroi des aides à la presse, ainsi que les moyens matériels nécessaires à la réalisation de ses missions.

Art. 4. Le Centre est doté annuellement d'une somme de 6 200 000 euros. Cette somme est indexée chaque année à partir de l'année budgétaire 2005 et est rattachée à l'indice-santé du mois de décembre de l'année qui précède.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux critères de recevabilité de l'aide à la presse*

Art. 5. Les Entreprises de presse qui perçoivent des aides organisées par le présent décret, doivent destiner les montants perçus à la couverture du coût de l'activité rédactionnelle, à la modernisation des systèmes d'édition, à l'adaptation aux technologies modernes de communication du titre de presse quotidienne ou groupe de titres pour lesquels elles ont fait une demande et aux programmes originaux d'incitation à la lecture du journal, de formation du lecteur à la citoyenneté et d'éducation aux médias.

Les groupements d'entreprises de presse qui perçoivent des aides organisées par le présent décret, doivent destiner les montants perçus à la couverture du coût de l'adaptation aux technologies modernes de communication du titre de presse quotidienne ou groupe de titres édités par leurs membres ou des programmes originaux d'incitation à la lecture du journal, de formation du lecteur à la citoyenneté et d'éducation aux médias.

Dans un délai de cinq mois suivant la fin de l'exercice de l'année précédant la demande d'aide, les Entreprises de presse ou groupements d'entreprises de presse sont tenus de transmettre au Centre les documents attestant que les aides ont été destinées aux missions fixées par les alinéas 1^{er} ou 2.

A défaut d'une telle transmission ou si l'aide ou les aides octroyées n'ont pas reçu une telle destination, elles seront récupérées par le Centre après avis de la JFB. La récupération de ces aides se fait conformément aux textes en vigueur en matière de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions.

Art. 6. § 1^{er}. Le Centre octroie les aides aux Entreprises de presse qui lui adressent une demande écrite et motivée avant le 1^{er} juin de l'année civile en cours pour le soutien d'un titre de presse quotidienne ou d'un groupe de titres.

Le demandeur communique les éléments qui permettent de vérifier que l'Entreprise de presse et le titre de presse quotidienne ou le groupe de titres répondent aux conditions du présent décret.

Il joint à sa demande le montant total des ressources nettes provenant de la publicité commerciale, les chiffres de la diffusion payante authentifiés par le CIM, pour l'année écoulée en ce qui concerne le titre de presse quotidienne ou le groupe de titres pour lequel il fait la demande.

Les montants visés ci-avant feront l'objet d'un rapport spécial d'un Commissaire-réviseur.

Il joint également le nombre exact de journalistes professionnels qui sont engagés, pour le titre de presse quotidienne ou le groupe de titres, par contrat garantissant au moins les conditions salariales régies par les conventions de secteur et d'entreprise.

§ 2. Le Centre octroie également les aides aux groupements d'entreprises de presse qui lui font une demande écrite et motivée avant le 1^{er} juin de l'année civile en cours pour la couverture du coût de l'adaptation aux technologies modernes de communication des titres de presse quotidienne ou groupes de titres édités par leurs membres ou de programmes originaux d'incitation à la lecture du journal, de formation du lecteur à la citoyenneté et d'éducation aux médias.

Le demandeur communique les éléments qui permettent de vérifier que le groupement d'entreprises de presse et les entreprises de presse membres répondent aux conditions du présent décret.

Il joint à sa demande le budget consacré aux activités visées à l'alinéa 1^{er} ainsi que le bilan des résultats engrangés.

§ 3. Le Centre notifie à la JFB le nom des Entreprises de presse qui ont introduit une demande et les titres de presse quotidienne pour lesquels ces demandes ont été introduites.

La JFB dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification pour rendre un avis au Centre à propos des conditions d'octroi prévues ci-après.

Si aucun avis n'a été rendu à l'expiration de ce délai d'un mois, l'avis est réputé favorable.

§ 4. Le Centre notifie à la Commission d'agrégation le nom des Entreprises de presse qui ont introduit une demande et les titres de presse quotidienne pour lesquels ces demandes ont été introduites.

La Commission d'agrégation dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification pour rendre un avis au Centre à propos des conditions d'octroi prévues ci-après.

Si aucun avis n'a été rendu à l'expiration de ce délai d'un mois, l'avis est réputé favorable.

§ 5. Le Centre transmet au ministre les avis rendus sur la base des § 3 et 4 ci-avant, rend un avis sur l'éligibilité du demandeur, et formule une proposition de subventions sur la base des critères d'octroi d'aide à la presse visés au chapitre V du présent décret.

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives aux conditions d'éligibilité à l'aide à la presse*

Art. 7. § 1^{er}. Pour qu'une Entreprise de presse puisse percevoir pour un titre de presse quotidienne ou un groupe de titres des aides prévues par le présent décret, les conditions suivantes doivent être rencontrées :

1° L'Entreprise de presse doit appliquer et faire appliquer pour un titre de presse quotidienne ou un groupe de titres le code de principes du journalisme adopté par l'ABEJ et l'AGJPB annexé à la convention collective conclue par les JFB et l'AJP en date du 18 juin 2003.

2° L'Entreprise de presse doit appliquer les accords collectifs sectoriels et d'entreprise en vigueur pour les journalistes salariés et les accords applicables aux journalistes indépendants, les engagements pris en matière de formation et respecter la législation sur les droits d'auteur.

3° Si une société interne de journalistes définie à l'article 1^{er}, 7°, existe au sein d'une Entreprise de presse, cette dernière reconnaîtra celle-ci en qualité d'interlocutrice et la consultera notamment sur les questions qui sont de nature à modifier fondamentalement la ligne rédactionnelle, sur l'organisation des rédactions et sur la désignation du rédacteur en chef.

§ 2. Pour qu'un groupement d'entreprises de presse puisse percevoir des aides prévues par le présent décret, les entreprises de presse membres de ce groupement doivent remplir les conditions énumérées au § 1.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives aux conditions d'octroi des aides à la presse*

Section 1^{re}. — Soutien à la création de titres de presse quotidienne ou de groupes de titres

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement réserve annuellement une part maximale de 5 % des sommes versées au Centre afin de soutenir la création et le développement de titres de presse quotidienne ou de groupe de titres. Aucun titre de presse quotidienne ou groupe de titre éligible à cette aide ne peut se voir octroyer plus de la moitié de cette part maximale.

L'Entreprise de presse qui a créé un nouveau titre de presse quotidienne ou un nouveau groupe de titres de presse ne peut adresser une demande d'aide au Centre qu'après une période de trois mois de parution effective.

La demande à introduire doit être écrite et motivée et contenir un plan financier qui évalue, dans le respect des règles élémentaires de prudence, les entrées et les sorties escomptées de la société à partir de sa constitution. Ce plan, qui doit tenir compte de subsides éventuels, doit apporter la preuve que le capital social et les entrées raisonnablement prévisibles seront suffisants pour couvrir toutes les charges de la société pendant au moins trois ans à partir de sa constitution.

Le Gouvernement répartit de manière équitable les aides entre les candidats retenus en tenant compte, notamment, des besoins formulés par chacun des demandeurs dans le cadre de leur plan financier, et du nombre de journalistes professionnels affectés à temps plein à la réalisation du titre de presse quotidienne ou du groupe de titres.

§ 2. Cette aide peut être attribuée au cours des trois premières années suivant la création du nouveau titre de presse quotidienne ou du nouveau groupe de titres.

Section 2. — Encouragement à l'engagement de journalistes professionnels salariés, au développement de programmes de formation du lecteur à la citoyenneté et à l'adaptation de la presse écrite aux technologies modernes de communication

Art. 9. Le Gouvernement réserve annuellement une part maximale de 5 % des sommes versées au Centre afin de soutenir les titres de presse quotidienne et les groupes de titres quotidiens et les groupements d'entreprises de presse qui développent des programmes originaux d'incitation à la lecture du journal, de formation du lecteur à la citoyenneté et d'éducation aux médias.

Après avis du Conseil de l'éducation aux médias, le Gouvernement répartit l'aide en fonction des demandes et de la qualité des projets qui lui sont soumis par les titres de presse quotidienne, groupes de titres ou groupements d'entreprises de presse demandeurs.

Art. 10. Le Gouvernement réserve annuellement une part minimale de 48 % des sommes versées au Centre afin d'encourager les titres de presse quotidienne et les groupes de titres à employer à temps plein un maximum de journalistes professionnels au sens de l'article 1^{er} et à les engager par contrat garantissant au moins les conditions salariales régies par les conventions de secteur.

Ce montant est réparti à concurrence d'une part minimum de 38 % des sommes versées au Centre entre chaque titre de presse quotidienne et au prorata du nombre de journalistes professionnels engagés sous contrat de travail.

Ce montant est réparti à concurrence d'une part de 10 % des sommes versées au Centre entre chaque titre de presse quotidienne et groupe de titres au prorata du chiffre obtenu à l'issue de l'application de la formule suivante :

Nombre de journalistes professionnels engagés sous contrat de travail

Nombre de milliers d'exemplaires diffusés par jour en moyenne annuelle

Art. 11. Le Gouvernement réserve annuellement une part maximale de 2 % des sommes versées au Centre afin d'encourager les titres de presse quotidienne, les groupes de titres ou les groupements d'entreprises de presse pour leur adaptation aux technologies modernes de communication.

Après avis de la JFB, le Gouvernement répartit l'aide en fonction des demandes et de la qualité des projets qui lui sont soumis par les titres de presse quotidienne, les groupes de titres ou les groupements d'entreprises de presse demandeurs.

Section 3. — Aides aux titres de presse quotidienne ou groupes de titres de presse quotidienne pour le maintien de la diversité de la presse écrite

Art. 12. Sans préjudice des conditions prévues à l'article 7, pour pouvoir être éligible à cette aide, le titre de presse quotidienne ou le groupe de titres doit rencontrer les conditions suivantes :

1° être publié au moins 6 jours par semaine, en dehors des jours fériés;

2° avoir une diffusion payante au cours des douze mois de l'année précédente d'un nombre minimum de 22 500 ventes en moyenne journalière selon les chiffres authentifiés par le CIM.

Art. 13. Le Gouvernement réserve annuellement une part de 40 % des sommes versées au Centre afin de soutenir les titres de presse quotidienne et les groupes de titres en utilisant une formule qui prend en considération, d'une part, la diffusion payante et, d'autre part, le total des recettes publicitaires nettes et le produit net de la diffusion payante de chacun des titres de presse quotidienne ou groupes de titres concernés au cours de l'année écoulée.

Le pourcentage susmentionné de 40 % est réparti proportionnellement entre les titres de presse au prorata du résultat obtenu en fonction de la formule suivante :

Diffusion payante (nombre d'exemplaires)

Recettes publicitaires nettes annuelles + produit net de la diffusion payante annuelle

Art. 14. Les sommes qui n'ont pas été octroyées en vertu des articles 8, 9 et 11 sont affectées par le Gouvernement à l'octroi des aides visées à l'article 10, alinéa 2.

CHAPITRE VI. — Développement d'initiatives de diffusion de la presse quotidienne en milieu scolaire

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement affecte annuellement un budget spécifique au Centre afin de permettre l'achat, via les JFB et au maximum à la moitié de leur prix de vente au détail, de journaux quotidiens pour les classes de l'enseignement fondamental et secondaire.

Un montant de 240 000 euros (indexés) est consacré à l'achat de journaux quotidiens à destination de l'enseignement fondamental.

Un montant de 14 000 euros (indexés) est consacré à l'achat de journaux quotidiens à destination de l'enseignement spécialisé.

Un montant de 100 000 euros (indexés) est consacré à des opérations de sensibilisation des élèves du secondaire à la presse.

Ces montants pourront faire l'objet d'une éventuelle augmentation dans les limites des crédits disponibles de la Communauté française.

§ 2. Le ou les ministres en charge de l'enseignement détermine(nt), après avis du Conseil de l'Éducation aux médias, les modalités de diffusion de ces journaux dans les écoles, en tenant compte notamment du niveau d'enseignement, en veillant à ce que toutes les écoles d'un même niveau d'enseignement puissent en bénéficier et à ce que ceux-ci fassent l'objet d'une véritable exploitation pédagogique.

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement affecte annuellement un budget spécifique au Centre afin de soutenir la participation notamment de l'AJP, des JFB et des Centres de ressources en matière d'éducation au médias reconnus par la Communauté française à des initiatives d'éducation aux médias basées sur l'exploitation des journaux quotidiens dans les classes de l'enseignement fondamental et secondaire, comme la visite de journalistes professionnels dans la classe ou la réalisation et l'édition d'outils pédagogiques destinés à soutenir ce travail dans les classes.

Les activités déjà subventionnées en vertu de l'article 15 ne peuvent plus l'être en vertu du présent article.

Un montant de 40 000 euros (indexés) est consacré annuellement au financement de la visite de journalistes en classe dans l'enseignement fondamental.

Un montant de 25 000 euros (indexés) est consacré annuellement au financement de la visite de journalistes en classe dans l'enseignement secondaire et spécialisé.

Ces montants pourront faire l'objet d'une éventuelle augmentation dans les limites des crédits disponibles de la Communauté française.

§ 2. Le Centre communique annuellement, et avant le 30 avril, au CEM une proposition de répartition des moyens réservés en vertu du § 1^{er} aux opérateurs de l'éducation aux médias.

Le CEM dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification pour rendre un avis au Centre sur cette proposition.

Sur cette base, le ou les ministres en charge de l'enseignement affecte(nt) les moyens prévus au § 1^{er} aux différents opérateurs d'éducation aux médias contribuant à l'exploitation pédagogique des journaux dans les classes.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 17. Sont abrogés :

— la loi du 19 juillet 1979 tendant à maintenir la diversité dans la presse quotidienne d'opinion;

— l'arrêté royal du 20 juillet 1979 portant fixation des critères et des modalités pour l'exécution de la loi du 19 juillet 1979 tendant à maintenir la diversité dans la presse quotidienne d'opinion;

— la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision;

— l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1991 fixant les modalités de la répartition des revenus en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite.

Le présent article entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 18. Le présent décret produit ses effets au 1^{er} janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 mars 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 500-1. — Amendements de commission, n° 500-2. — Rapport, n° 500-3. Amendements de séance, n° 500-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 23 mars 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1667

[C — 2004/29133]

31 MAART 2004. — Decreet betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladers en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladers in het schoolmilieu (1)

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap.

2° Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat de Audiovisuele Sector onder zijn bevoegdheid heeft.

3° Personderneming : een maatschappij waarvan de maatschappelijke zetel en de hoofduitbatingszetel gelegen zijn in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel – Hoofdstad en die zich inzonderheid bezig houdt met het uitgeven van één of meer kranten van de dagbladers, tegen betaling.

4° Dagbladperstitels en titelgroepen : dagblad in de Franse taal uitgegeven, gedrukt en gepubliceerd op papier met behulp van een rotatiepers, met minstens 200 edities per jaar tegen betaling verspreid en met een minimum van zestien redactiepagina's besteed aan informatie, ontledingen en commentaar op beleids-, economische, maatschappelijke, sport-, wetenschappelijke en culturele aangelegenheden van nationale, internationale, communautaire of gewestelijke aard.

5° Groepering persondernemingen : maatschappij of vereniging van persondernemingen zoals bedoeld bij 3°.

6° Beroepsjournalist : persoon die de titel beroepsjournalist geniet in de zin van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel beroepsjournalist of persoon die in dergelijke voorwaarden werkt dat ze voortaan die titel kan voeren.

7° Journalistenvereniging : vereniging binnen de personderneming die minstens 2/3 van de loontrekkende beroepsjournalisten omvat die verbonden zijn aan het dagblad. Deze vereniging moet het verantwoordelijkheidsbeginsel van haar vertegenwoordigers waarborgen voor de Algemene Vergadering en een huishoudelijk reglement aannemen met betrekking tot de informatie dat overeenstemt met de gedragsregels van de AVBB.

8° Netto-inkomsten van de titels of de groepen titels van de dagbladers afkomstig uit reclame : totaal bedrag van de gefactureerde bruto-inkomsten, na aftrekking van de commissies en de bijcommissies door de reclamereguleerder, of bij gebrek aan een regie, door de Personderneming, voor de opname van boodschappen van nationale en regionale handelsreclame, van geldelijke reclame en gerangschikte aankondigingen, buiten de ruilen.

9° Verspreiding tegen betaling : aantal verkochte exemplaren, via abonnementen of per nummer, en gewaarmerkt door het CIM.

10° Netto opbrengst van de verspreiding tegen betaling : omzet van de abonnementen en de verkoop per nummer na aftrekking van de commissies van tussenpersonen.

11° BVDU : vennootschap zonder winsttoegmerk genaamd "Belgische Vereniging van Dagblad persuitgevers".

12° JFB : coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid genoemd "Les journaux francophones belges", die alle Franstalige en Duitstalige betaaldagbladpersondernemingen hergroepeert en die inzonderheid als activiteit heeft het ontwikkelen van originele programma's tot aanmoediging tot het lezen van een krant, tot vorming van de lezer tot het burgerschap en tot mediaopvoeding.

13° AVBB : beroepsverbond genoemd "Algemene Vereniging van Beroepsjournalisten van België".

14° AJP : beroepsverbond genoemd "Association des journalistes professionnels", d.w.z. de Franstalige en Duitstalige vleugel van de AVBB.

15° CIM : "Centre d'Information sur les Médias" (Centrum voor Informatie over de Media).

16° CEM : de "Conseil de l'Education aux Médias" (Raad voor media-opvoeding), ingesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 houdende oprichting van een Raad voor Media-opvoeding en erkenning van documentatiecentra voor Media-opvoeding.

17° Erkenningscommissie : Franstalige afdeling van de Erkenningscommissie van eerste instantie ingesteld door artikel 2 van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel beroepsjournalist. De inrichting en de werking van deze commissie worden geregeld door het koninklijk besluit van 16 oktober 1991.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de financiering van de steun aan de Franstalige geschreven dagbladers

Art. 2. § 1. Het Centrum voor steun aan de geschreven pers van de Franse Gemeenschap is een Rijksdienst met afzonderlijk beheer in de zin van artikel 140 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, hierna "het Centrum".

Deze dienst wordt geplaatst onder het rechtstreekse gezag van de minister.

§ 2. Het Centrum is belast met de toekenning van de steun aan de Franstalige geschreven dagbladers, overeenkomstig de bij dit decreet bepaalde nadere regels.

Art. 3. De Regering stelt ter beschikking van het Centrum het personeel van de Algemene dienst voor de Audiovisuele Sector en de Multimedia dat bestemd is voor het beheer van de toekenning van de steun aan de pers, alsook de materiële middelen nodig voor de verwezenlijking van zijn opdrachten.

Art. 4. Het Centrum krijgt een jaarlijkse dotatie van 6.200.000 Euro. Dit bedrag wordt ieder jaar geïndexeerd vanaf het begrotingsjaar 2005 en wordt gekoppeld aan het gezondheidsindexcijfer van de maand december van het voorgaande jaar.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen met betrekking tot de criteria voor het inaanmerkingkomen voor de steun aan de pers

Art. 5. De Persondernemingen die steun ingericht bij dit decreet krijgen, moeten de geïnde bedragen bestemmen voor het dekken van de kost voor de opstelactiviteiten, de modernisatie van de uitgeverijssystemen, de aanpassing aan de moderne communicatietechnologieën van de dagbladperstitels en titelgroepen waarvoor zij een aanvraag hebben ingediend en de originele programma's voor het aanzetten tot het lezen van de krant, de vorming van de lezer inzake burgerschap en media-opvoeding.

De Groeperingen persondernemingen die steun ingericht bij dit decreet krijgen, moeten de geïnde bedragen bestemmen voor de aanpassing aan de moderne communicatietechnologieën van de dagbladperstitels en titelgroepen uitgegeven door hun leden of originele programma's voor het aanzetten tot het lezen van de krant, de vorming van de lezer inzake burgerschap en media-opvoeding.

Binnen een termijn van vijf maanden na het einde van het jaar dat voorafgaat aan de aanvraag om steun, worden de Persondernemingen en de Groeperingen persondernemingen ertoe gehouden aan het Centrum de documenten over te zenden waarbij bewezen wordt dat de steun gebruikt werd voor opdrachten bepaald bij de leden 1 en 2.

Bij gebrek aan een dergelijke verzending of als de toegekende steun zulke bestemming niet heeft gekend, zal hij door het Centrum teruggevorderd worden na advies van de JFB. De terugvordering van deze steun geschiedt overeenkomstig de geldende teksten inzake het toezicht op de toekenning en de aanwending van deze toelagen.

Art. 6. § 1. Het Centrum kent de steun aan de Persondernemingen toe die hem een schriftelijke en met redenen omklede aanvraag toesturen voor 1 juni van het lopende jaar voor de steun aan een dagbladperstiel of een titelgroep.

De aanvrager deelt de elementen mede die het toelaten na te gaan of de Personderneming en de dagbladperstiel of de titelgroep aan de voorwaarden van dit decreet voldoen.

Bij zijn aanvraag voegt hij het totaal bedrag van de netto-inkomsten afkomstig uit reclame, de bedragen van de verspreiding tegen betaling gewaarmerkt door het CIM, voor het afgelopen jaar wat betreft de dagbladperstiel of de titelgroep waarvoor hij de aanvraag indient.

De hiervoor bedoelde bedragen zullen het voorwerp uitmaken van een bijzonder verslag door een Commissaris-revisor.

Hij voegt ook het exacte aantal beroepsjournalisten die aangeworven zijn, voor de dagbladperstiel of de titelgroep, per contract waarbij minstens gegarandeerd worden de loonvoorwaarden geregeld door de overeenkomsten van de sector en van een bedrijf.

§ 2. Ook kent het Centrum de steun aan de groeperingen persondernemingen die hem een geschreven en met redenen omklede aanvraag toesturen voor 1 juni van het lopende jaar voor het dekken van de kost voor de aanpassing aan de moderne communicatietechnologieën van de dagbladperstitels en titelgroepen uitgegeven door hun leden of originele programma's voor het aanzetten tot het lezen van de krant, de vorming van de lezer inzake burgerschap en media-opvoeding.

De aanvrager deelt de elementen mede die het toelaten na te gaan of de Personderneming en de dagbladperstiel of de titelgroep aan de voorwaarden van dit decreet voldoen.

Bij zijn aanvraag voegt hij de begroting besteed aan de activiteiten bedoeld bij lid 1 alsook de balans van de geboekte resultaten.

§ 3. Aan de JFB geeft het Centrum kennis van de naam van de Persondernemingen die een aanvraag hebben ingediend en van de dagbladperstitels waarvoor deze aanvragen ingediend werden.

De JFB beschikt over een termijn van één maand vanaf de kennisgeving om advies uit te brengen aan het Centrum over de hierna bedoelde toekenningsvoorwaarden.

Wordt er geen advies gegeven na het verstrijken van deze termijn van één maand, dan wordt het advies als zijnde gunstig geacht.

§ 4. Aan de Erkenningscommissie geeft het Centrum kennis van de naam van de Persondernemingen die een aanvraag hebben ingediend en van de dagbladperstitels waarvoor deze aanvragen ingediend werden.

De Erkenningscommissie beschikt over een termijn van één maand vanaf de kennisgeving om advies uit te brengen aan het Centrum over de hierna bedoelde toekenningsvoorwaarden.

Wordt er geen advies gegeven na het verstrijken van deze termijn van één maand, dan wordt het advies als zijnde gunstig geacht.

§ 5. Het Centrum zendt aan de Minister de adviezen over die uitgebracht werden op basis van de hiervoor gaande §§ 3 en 4, brengt een advies uit over de ontvankelijkheid van de aanvrager, en formuleert een voorstel van betoelaging op basis van de toekenningscriteria voor steun aan de pers bedoeld bij hoofdstuk V van dit decreet.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen met betrekking tot de voorwaarden voor de toekenning van de steun aan de pers*

Art. 7. § 1. Indien een Personderneming voor een dagbladperstiel of een titelgroep de steun bedoeld bij dit decreet wenst te genieten, dient ze aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° de Personderneming moet voor een dagbladperstiel of een titelgroep de Code van journalistieke beginselen, aangenomen door de BVDU en de AVBB en gevoegd bij de collectieve overeenkomst gesloten door de JFB en de AJP op 18 juni 2003, toepassen en doen toepassen;

2° de Personderneming moet de collectieve en bedrijfssectorakkoorden die gelden voor de loontrekkende journalisten en de akkoorden die van toepassing zijn op de zelfstandige journalisten, de verbintenissen aangegaan inzake opleiding en de wetgeving op auteursrechten in acht nemen;

3° Indien een interne vereniging van journalisten, bedoeld bij artikel 1, 7°, bestaat binnen een Personderneming, zal deze laatste deze als gesprekspartner erkennen en haar raadplegen inzonderheid voor alle vragen die de redactielijn fundamenteel kunnen wijzigen, over de inrichting van de redacties en over de aanwijzing van een hoofdredacteur.

§ 2. Wil een groepering Persondernemingen de steun bedoeld bij dit decreet kunnen genieten, dan moeten de Persondernemingen die lid zijn van deze groepering de voorwaarden opgesomd bij § 1 vervullen.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen met betrekking tot de voorwaarden voor de toekenning van de steun aan de pers*

Afdeling 1. — Steun aan de creatie van dagbladperstitels of titelgroepen

Art. 8. § 1. Jaarlijks bestemt de Regering een maximaal deel van 5 % van de bedragen gestort aan het Centrum voor de creatie en de ontwikkeling van dagbladperstitels of titelgroepen. Geen enkel dagbladperstiel of titelgroep die deze hulp zou kunnen genieten, mag meer dan de helft van dit maximale deel toegekend worden.

De Personderneming die een nieuwe dagbladperstiel of een titelgroep heeft opgericht, mag geen aanvraag om steun bij het Centrum indienen voordat een periode van drie maanden van werkelijke verschijning verstreken is.

De aanvraag die ingediend moet worden, moet geschreven en met redenen omkleed zijn en een financieel plan bevatten dat, met inachtneming van de elementaire regels van voorzichtigheid, een evaluatie voorstelt van de inkomsten en de uitgaven verwacht van de vereniging vanaf haar samenstelling. Dit plan, dat rekening moet houden met mogelijke subsidies, moet bewijzen dat het maatschappelijk vermogen en de redelijkerwijze beoogde inkomsten hoog genoeg zullen zijn om alle lasten van de vereniging te dekken gedurende minstens drie jaar vanaf de samenstelling ervan.

De Regering verdeelt op billijke wijze de steun onder de kandidaten die in aanmerking werden genomen inzonderheid rekening houdend met de door iedere aanvrager in het raam van zijn financiële plan verwoorde behoeften en met het aantal beroepsjournalisten voltijds bestemd voor de verwezenlijking van de dagbladperstitel of de titelgroep.

§ 2. Deze steun mag toegekend worden gedurende de eerste drie jaar na de oprichting van deze nieuwe dagbladperstitel of nieuwe titelgroep.

Afdeling 2. — Aanmoediging tot het werven van loontrekkende beroepsjournalisten, tot de ontwikkeling van programma's voor de vorming van de lezer tot het burgerschap en tot aanpassing van de geschreven pers aan de moderne communicatietechnologieën

Art. 9. Jaarlijks bestemt de Regering een maximaal deel van 5 % van de bedragen gestort aan het Centrum om steun te verlenen aan de aanpassing aan de moderne communicatietechnologieën van de dagbladperstitels, de titelgroepen en de groeperingen Persondernemingen die originele programma's voor het aanzetten tot het lezen van de krant, en de vorming van de lezer inzake burgerschap en media-opvoeding ontwikkelen.

Na advies van de Raad voor media-opvoeding, verdeelt de Regering de steun in functie van de aanvragen en de kwaliteit van de projecten die haar voorgelegd worden door de aanvragende dagbladperstitels, de titelgroepen of de groeperingen persondernemingen.

Art. 10. Jaarlijks bestemt de Regering een minimaal deel van 48 % van de bedragen die gestort werden aan het Centrum voor het aanmoedigen van dagbladperstitels en titelgroepen tot het voltijds werven van een maximum van beroepsjournalisten in de zin van artikel 1 en ze aan te werven met een contract waarbij hen minstens de loonvoorwaarden geregeld door de sectorovereenkomsten gegarandeerd worden.

Dit bedrag wordt verdeeld, ten belope van een minimumdeel van 38 % van de bedragen gestort aan het Centrum, onder de verscheidene dagbladperstitels en de titelgroepen naar rata van het aantal beroepsjournalisten die met een arbeidsovereenkomst aangeworven werden.

Dit bedrag wordt verdeeld, ten belope van een minimumdeel van 38 % van de bedragen gestort aan het Centrum, onder de verscheidene dagbladperstitels en de titelgroepen naar rata van het cijfer verkregen na de toepassing van de volgende formule :

Aantal met arbeidsovereenkomst aangeworven beroepsjournalisten

Aantal duizenden exemplaar per dag verspreid volgens een jaarlijks gemiddelde.

Art. 11. Jaarlijks bestemt de Regering een maximaal deel van 2 % van de bedragen gestort aan het Centrum om de dagbladperstitels, de titelgroepen en de groeperingen Persondernemingen ertoe aan te moedigen, over te gaan tot de aanpassing aan de moderne communicatietechnologieën.

Na advies van de JFB, verdeelt de Regering de steun in functie van de aanvragen en de kwaliteit van de projecten die haar voorgelegd worden door de dagbladperstitels, de titelgroepen en de groeperingen Persondernemingen.

Afdeling 3. — Steun aan de dagbladperstitels of de dagbladperstitelgroepen voor het behoud van de diversiteit van de geschreven pers

Art. 12. Onverminderd de voorwaarden bedoeld bij artikel 7, om de steun te kunnen genieten, dient de dagbladperstitel of de titelgroep aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° minstens 6 maal per week verschijnen, buiten de feestdagen;

2° tegen betaling verspreid worden gedurende de twaalf maanden van het vorige jaar voor een minimumaantal van 22.500 verkoopexemplaar volgens een dagelijks gemiddelde gebaseerd op cijfers gewaarmerkt door het CIM.

Art. 13. Jaarlijks bestemt de Regering een minimaal deel van 40 % van de bedragen die gestort werden aan het Centrum als steun aan dagbladperstitels en titelgroepen waarbij gebruikt wordt een formule die rekening houdt, enerzijds, met de verspreiding tegen betaling en, anderzijds, met het totaal aantal netto reclameontvangsten en de netto opbrengst van de verspreiding tegen betaling van elke betrokken dagbladperstitel of titelgroepgedurende het verlopen jaar.

Het hoger vermelde percentage van 40 % wordt evenredig verdeeld over de verscheidene perstitels naar rata van het cijfer verkregen na de toepassing van de volgende formule :

Verspreiding tegen betaling (aantal exemplaar)

Jaarlijkse netto reclameontvangsten + netto product van de jaarlijkse verspreiding tegen betaling.

Art. 14. De bedragen die niet toegekend werden krachtens de artikelen 8, 9 en 11 worden bestemd door de Regering voor de toekenning van de steun bedoeld bij artikel 10, lid 2.

HOOFDSTUK VI. — Ontwikkeling van initiatieven ter verspreiding van de dagbladen in het schoolmilieu

Art. 15. § 1. Jaarlijks bestemt de Regering een specifieke begroting aan het Centrum voor de aankoop, via de JFB en ten hoogste tegen de helft van hun kleinhandelsprijs, van dagbladen voor de klassen van het basis- en secundair onderwijs.

Er wordt een bedrag van 240.000 Euro (geïndexeerd) besteed aan de aankoop van dagbladen ter bestemming van het basisonderwijs.

Er wordt een bedrag van 14.000 Euro (geïndexeerd) besteed aan de aankoop van dagbladen ter bestemming van het gespecialiseerd onderwijs.

Er wordt een bedrag van 100.000 Euro (geïndexeerd) besteed aan acties ter bewustmaking van leerlingen van het secundair onderwijs voor de pers.

Deze bedragen zullen mogelijk verhoogd worden binnen de perken van de beschikbare kredieten van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Minister(s) belast met het onderwijs bepaalt(bepalen), na advies van de Raad voor Media-opvoeding, de nadere regels voor de verspreiding van deze dagbladen in de scholen, inzonderheid rekeninghoudend met het onderwijsniveau, daarbij ervoor zorgend dat alle scholen van eenzelfde onderwijsniveau er toegang toe hebben en dat deze kranten pedagogisch gebruikt worden.

Art. 16. § 1. Jaarlijks bestemt de Regering een specifieke begroting aan het Centrum voor de steun aan de participatie van de AJP, de JFB en van Resourcecentra inzake Media-opvoeding, erkend door de Franse Gemeenschap, aan opvoedkundige initiatieven inzake media gebaseerd op de exploitatie van dagbladen in de klassen van het basis- en secundair onderwijs, zoals het bezoek van beroepsjournalisten aan de klas of de verwezenlijking en de uitgave van pedagogische instrumenten om de actie in de klassen te ondersteunen.

De activiteiten die krachtens artikel 15 reeds gesubsidieerd worden, mogen geen verdere subsidie krachtens dit artikel toegekend, bekomen.

Er wordt een bedrag van 40.000 Euro (geïndexeerd) jaarlijks besteed aan de financiering van het bezoek van journalisten aan de klas in het basisonderwijs.

Er wordt een bedrag van 25.000 Euro (geïndexeerd) jaarlijks besteed aan de financiering van het bezoek van journalisten aan de klas in het secundair en gespecialiseerd onderwijs.

Deze bedragen zullen eventueel verhoogd worden binnen de perken van de beschikbare kredieten van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Jaarlijks deelt het Centrum, voor 30 april, aan de CEM een voorstel tot verdeling van de middelen die krachtens § 1 bestemd worden voor de operatoren van media-opvoeding mede.

De CEM beschikt over een termijn van één maand vanaf de kennisgeving om ter bestemming van het Centrum een advies uit te brengen over dat voorstel.

Op deze basis, bestemt de minister(s) belast met het onderwijs de bij § 1 bedoelde middelen voor de verschillende operatoren inzake media-opvoeding die tot de pedagogische exploitatie van de kranten in de klassen bijdragen.

HOOFDSTUK VII. — Slot- en opheffingsbepalingen

Art. 17. Opgeheven worden :

- de wet van 19 juli 1979 tot behoud van de verscheidenheid in de opiniedagbladpers;
- het koninklijk besluit van 20 juli 1979 houdende vaststelling van de criteria en de modaliteiten voor de uitvoering van de wet van 19 juli 1979 tot behoud van de verscheidenheid in de opiniedagbladpers;
- de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie;
- het besluit van de Executieve van 24 december 1991 tot vaststelling van de nadere regels voor de verdeling van de inkomsten uit de commerciële reclame ten voordele van de geschreven pers.

Dit artikel treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum.

Art. 18. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 31 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de
« O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 500-1. — Commissie-amendementen, nr. 500-2. — Verslag, nr. 500-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 500-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 22 maart 2004.